

Le .FR en 2020



Mars 2021

SOMMAIRE

Définitions	4
Préambule.....	5
Résumé.....	6
1. Croissance du .FR.....	7
2. Parts de marché en France	8
3. Activité du .FR.....	10
4. Formation du solde net du .FR.....	12
5. Paramètres clés du .FR.....	13
5.1. Un taux de création en hausse	13
5.2. Un taux de maintenance en hausse	14
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication.....	15
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998.....	17

6. Concentration du marché du .FR	19
7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	23
8. Titulaires étrangers	24
9. DNSSEC.....	26
10. Noms en caractères accentués sous .FR.....	27
11. Dépôts en mode multi-années.....	28
12. Le .FR et la création d'entreprises	30
13. Perspectives 2021 du .FR	33

Définitions

TLD (top-level domain) : extension de premier niveau. Le .FR, le .ORG sont des extensions de premier niveau.

ccTLD (country-code top-level domain) : extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon) etc.

gTLD (generic top-level domain) : extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

Legacy gTLD : extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001-2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

nTLD (new top-level domain) : extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

Préambule

L'année 2020 a été très particulière pour le .FR, comme pour la grande majorité des ccTLD. Le COVID et les périodes de confinement ont eu pour conséquence une forte accélération de la transformation numérique, qui a bénéficié à tous les acteurs de la chaîne de valeur liée à la présence sur internet. Pour le .FR, le signe le plus tangible de ce phénomène a été une forte progression des créations par rapport au niveau de 2019 (+ 14 %).

Le présent rapport analyse cette période atypique en s'efforçant d'en retirer des enseignements notamment sur les liens existant entre le marché des noms de domaine et le marché du numérique au sens large. Il s'efforce aussi d'identifier les tendances de fond permettant de prévoir ce que pourra être 2021 pour le .FR.

Résumé

Le .FR a connu une année 2020 atypique compte-tenu des circonstances, avec une forte augmentation des créations (+ 14 %) et une croissance de 7 % en stock.

Ces variations sont les conséquences de l'accélération de la transformation numérique, qui a incité de nombreuses TPE/PME à développer leurs activités sur internet.

Ces entreprises ont en majeure partie déposé des .FR, ce qui a conduit à une appréciation de la part de marché de celui-ci, qui s'établit à 38 % à la fin 2020.

Le taux de maintenance s'est lui aussi amélioré, passant à 83,9 %. La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais aussi à sa progression.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock. Le constat est particulièrement vrai pour les trois principaux bureaux d'enregistrement, qui ont moins profité, en termes relatifs, des flux de créations induits par l'accélération de la transformation numérique, tout en continuant à représenter les deux tiers des .FR.

Les dynamiques régionales mettent en évidence un phénomène de « rattrapage » de certaines régions par rapport à l'Île de France encore plus marqué que les années précédentes, ce contraste étant lié au contexte de développement rapide sur internet d'activités économiques qui n'en avaient pas éprouvé le besoin vital jusqu'à présent.

Il existe une corrélation positive, plus ou moins marquée selon les années, entre les créations de .FR et les créations d'entreprises, même si tous les .FR ne sont pas déposés par des entreprises en création, et que toutes les entreprises en création ne déposent pas uniquement des .FR.

Les perspectives 2021 du .FR sont déterminées par deux phénomènes dont l'ampleur est difficile à prédire : d'un côté, une transformation numérique en voie de se pérenniser et suscitant un afflux plus élevé de créations et des renouvellements plus importants ; de l'autre, l'état général de l'économie qui peut peser sur l'investissement dans un contexte de défaillances de nombreuses entreprises n'ayant survécu qu'avec difficulté à 2020.

1. Croissance du .FR

Le .FR comptait 3 670 372 noms en stock au 31/12/20, contre 3 428 951 au 31/12/19.

Il a donc crû de 7,0 % en 2020, pour un solde net de 241 421 noms.

Après deux ans de ralentissement, la croissance du .FR a presque doublé en 2020 par rapport à 2019 (7,0 % contre 3,7 %). Elle est restée supérieure à celle du marché français toutes extensions confondues (+ 6,1 % en 2020 contre + 2,5 % en 2019).

La croissance des ccTLD de l'Union européenne est légèrement négative en 2020 (- 1,0 %) du fait du .UK (Royaume-Uni) qui a souffert de l'arrivée à échéance des noms déposés lors d'une opération gratuité en 2019. Hors .UK, la croissance des ccTLD de l'U.E. a été de + 3,6 % en 2020.

La croissance du marché mondial enfin a été de 1,4 % seulement, en particulier parce que les grandes extensions génériques n'ont pas connu de « bond » semblable à celui des ccTLD, mais aussi parce que certaines extensions reposant sur les activités de « domaining » de masse ont vu leurs stocks s'effondrer.

Cette évolution a été la conséquence directe du confinement et donne certainement des clés sur les ressorts des modèles économiques soutenant habituellement l'activité des « penny -TLD » ou extensions « low cost ». Il est d'ailleurs probable que la relative stabilité d'extensions comme le .COM a résulté de la conjonction d'effets contraires, l'augmentation des créations du fait de l'accélération de la transformation numérique ayant été compensé par la forte réduction des dépôts liés au domaining.

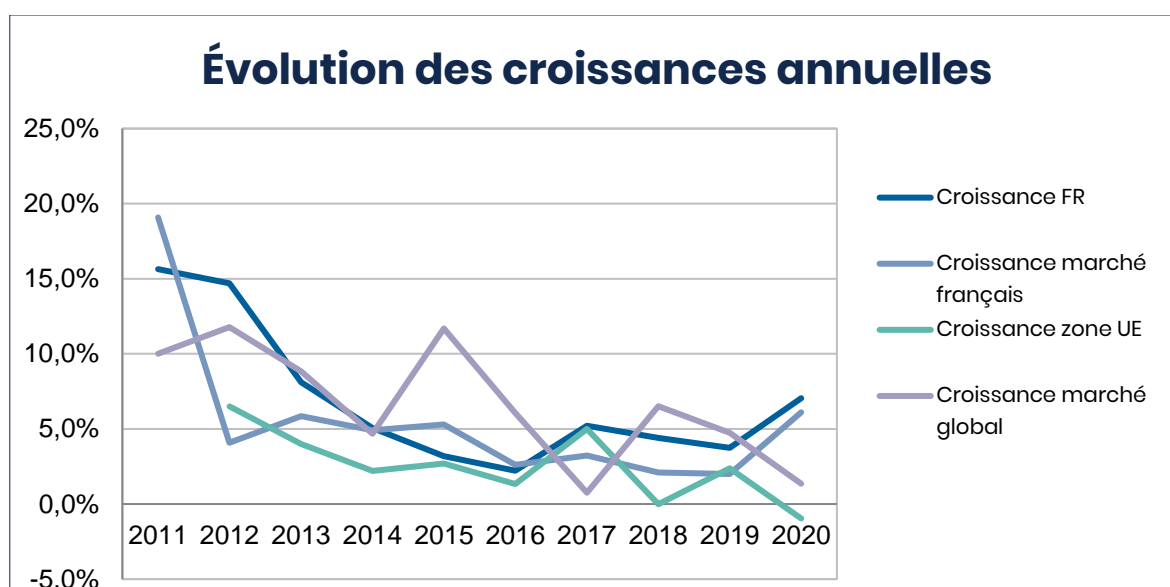


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles

2. Parts de marché en France

Le .FR ayant crû plus vite que son marché local en 2019 (cf. Fig. 1), sa part de marché a continué à s'apprécier cette année pour atteindre 38,0 % (contre 37,7 % fin 2019). Cette part de marché représente un nouveau plus haut historique pour le .FR.

Le gain de part de marché a donc été de 0,3 point en 2020, tandis que le .COM a pour sa part perdu 0,6 point, le différentiel entre les deux extensions étant de l'ordre de 1 point de part de marché en en 2020.

Tableau 1 : variations des parts de marché en France (2012 – 2020)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
.FR	3,6 %	0,4 %	0,1 %	-0,7 %	0,0 %	0,7 %	0,8 %	0,5 %	0,3 %
.COM	-3,2 %	0,3 %	-0,7 %	0,6 %	0,1 %	0,1 %	1,2 %	0,6 %	-0,6 %
Autres Legacy	-0,6 %	-0,6 %	-0,5 %	-0,3 %	-0,9 %	-1,0 %	-0,9 %	-0,8 %	-0,3 %
Autres ccTLD	0,2 %	-0,2 %	-0,1 %	-0,4 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,4 %
nTLD			1,3 %	0,8 %	0,9 %	0,3 %	-0,9 %	-0,1 %	1,0 %

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2012 – 2020)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des « gains » et des « pertes » de parts de marché depuis 2012. L'année dernière a vu se perpétuer certaines tendances lourdes, comme le déclin des « Autres Legacy » et des « Autres ccTLD » notamment le .EU. À l'inverse, si l'on en croit les données de ZookNic, les nTLD ont bien profité de la conjoncture en regagnant le point perdu en 2018 et 2019.

Nous analysons lors des Bilans précédents la contre-performance des « Autres Legacy » comme pouvant être due à divers facteurs : concurrence accrue des nTLD, « confusion » liée à une offre élargie, potentiel stratégique modéré du marché français aux yeux des registres d'extensions « mondiales », en regard d'autres marchés comme celui des États-Unis ou de la Chine.

L'année 2020 a pourtant révélé la force de la dynamique du marché des noms de domaine en France, dans la mesure où celle-ci repose moins sur des dépôts en vue d'opérations de « domaining » que sur des dépôts effectués en vue d'usages réels. Ainsi, la mutation opérée au travers de l'accélération de la transformation numérique a manifesté au grand jour la « santé » du marché français et son potentiel encore important, tout en montrant aussi la vulnérabilité des modèles économiques du domaining aux aléas de la conjoncture.

Il est probable qu'un retour à la situation normale aura pour conséquence la résurgence des activités de domaining. Les mois écoulés ont toutefois mis en évidence que plusieurs marchés des noms de domaine coexistent en réalité. Le premier est très volatile, liés à de forts volumes de créations et de suppressions. Le second est moins spectaculaire, mais plus corrélé aux usages réels et à ce titre plus pérenne.

Cette clé d'analyse permet de comprendre pourquoi les challengers tels que les Autres Legacy (.NET, .ORG, .BIZ, .INFO, .MOBI) ainsi que les nTLD pris dans leur globalité ont tant de mal à progresser en termes de parts de marché. Toutes les extensions déposées principalement à titre défensif, par les ayants droit ou à titre spéculatif, par les domainers (qui peuvent aussi travailler sur la « monétisation » du trafic induit par ces noms) reflètent le fait que ces motivations ont toujours été, et resteront, marginales en regard des créations suscitées par des usages réels.

La Figure 2 ci-dessous montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s'ancrer dans des usages réels.

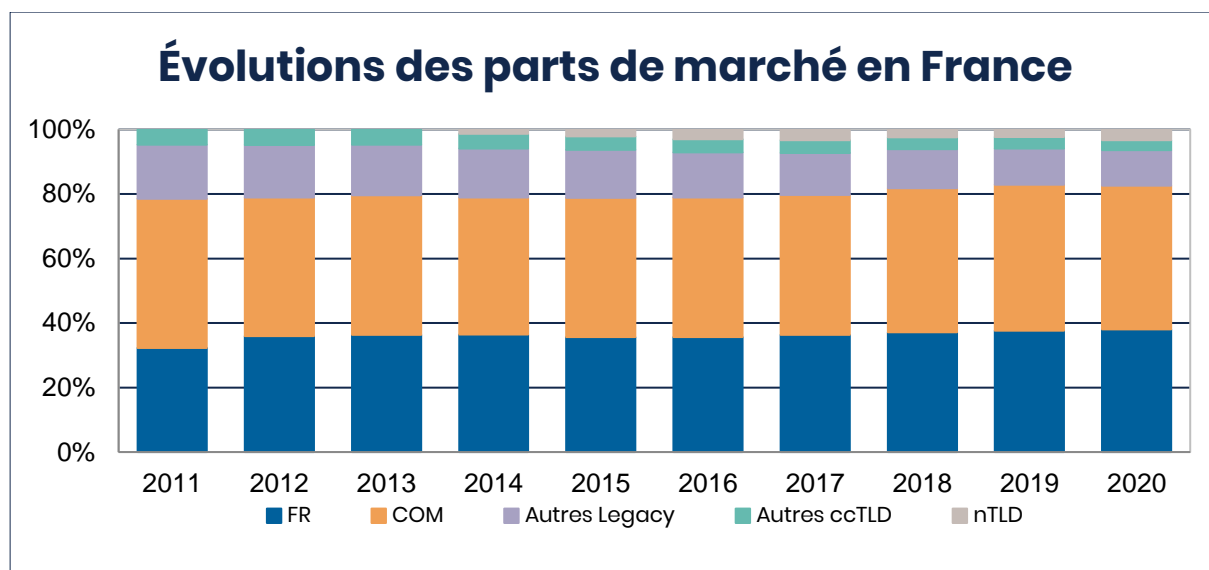


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

De ce fait, la pérennité, le succès d'une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l'utilisation faite des noms. Cette dimension est aussi malheureusement l'une des plus complexes à évaluer.

3. Activité du .FR

L'activité du .FR a été marquée en 2020 par un niveau élevé des créations (+ 14 % par rapport à 2019) mais aussi par une réduction des suppressions (- 3 %) alors même que le stock ayant augmenté, leur nombre aurait dû croître en valeur absolue, à taux de maintenance stable. Cette évolution inattendue est elle aussi vraisemblablement liée aux événements de 2020, les titulaires ayant plus que d'ordinaire mené à leur terme leurs projets internet, ou préféré conserver les noms déposés pour les employer à de nouveaux projets.

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2019	2020	Variation (abs)	Variation (%)
Créations	694 063	793 441	+ 99 378	+ 14 %
Suppressions nettes ¹	570 408	551 994	- 18 414	- 3 %
Solde net	123 655	241 447	+ 117 792	+ 95 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2020

Le solde net est presque doublé par la conjonction de ces deux évolutions.

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2011 et permet de visualiser les niveaux habituels de créations, de suppressions et de solde net.

¹ Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

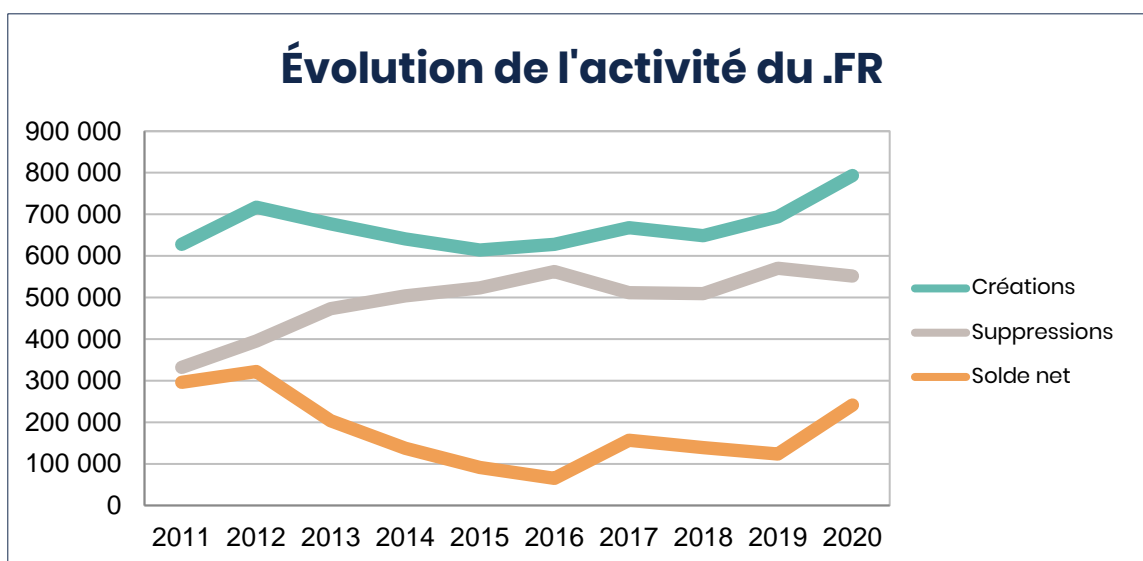


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR

Depuis le pic de 2012, les créations oscillaient entre 600 et 700 000 par an, les années 2015 et 2016 ayant été les plus faibles. La tendance était en amélioration depuis 2016, mais le niveau de 2020 apparaît clairement hors norme.

Pour leur part, les suppressions évoluent depuis 2013 dans le « canal » de 500 000 à 600 000 avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents ponctuels. Leur relative stabilité dans un contexte de croissance du stock implique un taux de maintenance en progression : comme nous le verrons ci-dessous, ce taux retrouve en 2020 le niveau de 83,9 % déjà atteint en 2018².

² Le Taux de maintenance est calculé par la formule suivante : $(\text{Stock } 01/01/21 - \text{Créations } 2020) / \text{Stock } 01/01/20$. Il mesure donc la proportion de noms présents au 01/01/20 qui sont toujours présents au 01/01/21. Les puristes distinguent ce Taux de maintenance du Taux de renouvellement, qui mesure la proportion de noms renouvelés parmi ceux qui arrivaient à échéance dans une période considérée. Pour des raisons de benchmark, nous préférons utiliser le Taux de maintenance qui peut être calculé sans disposer des dates d'échéances des noms renouvelés.

4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.

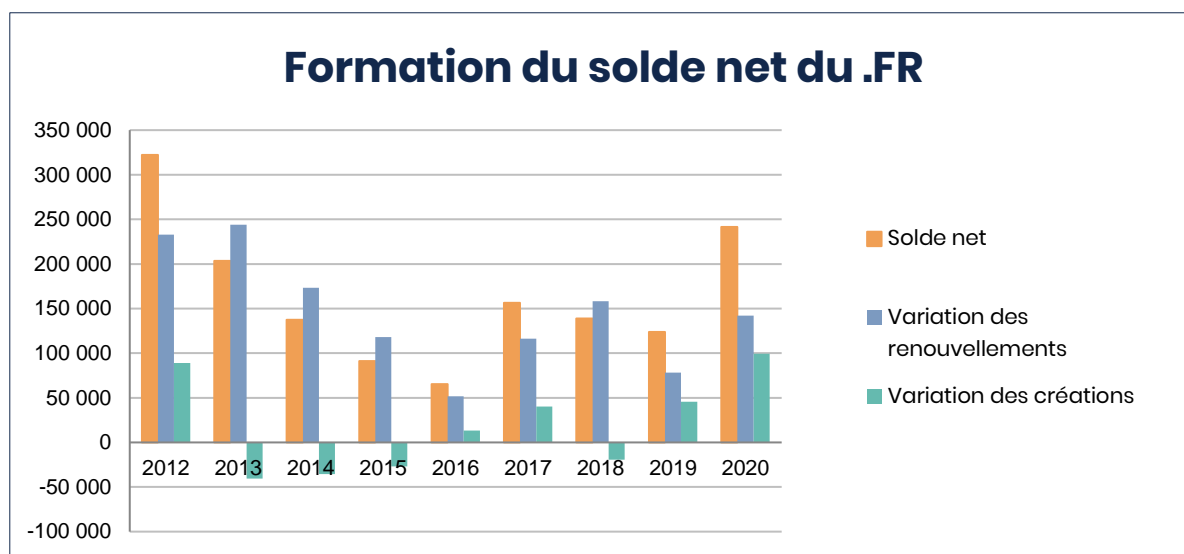


Figure 4 : Formation du solde net du .FR

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2020, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître. Cette variation positive s'est réduite d'année en année entre 2012 et 2016, avant de revenir en 2017 au niveau de 2015 et de dépasser les + 150 000 noms en 2018. La hausse des suppressions a pesé sur ce paramètre en 2019, mais celui-ci est revenu frôler les + 150 000 noms en 2020.

Les variations des créations ont pour leur part été orientées à la baisse en 2013 – 2015 avant de connaître une reprise en 2016 et 2017, puis de repasser dans le rouge en 2018 et de se rétablir enfin en 2019. L'année 2020 est « exemplaire » mais aussi atypique.

Depuis 2012 au moins, la variation du solde net est plus induite par les variations des renouvellements (noms maintenus dans le stock) que par celles des créations, ce dernier facteur venant doper les résultats ou au contraire les minorer. Cette situation est celle de toutes les extensions existant depuis plusieurs décennies. Elle met en exergue l'intérêt pour leurs registres d'accorder une importance particulière aux renouvellements, même si les créations conservent un intérêt stratégique évident.

L'étude des « paramètres-clés » du .FR permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

5. Paramètres clés du .FR

5.1. Un taux de création en hausse

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La figure 5 montre que le taux de création du .FR, qui était très élevé au début des années 2010, a baissé fortement en 2013 – 2015, avant de connaître un palier en 2016 – 2017, de se dégrader en 2018 et de remonter depuis 2019. Cette évolution s'est poursuivie en 2020, chose normale au vu du contexte de l'accélération de la transformation numérique.

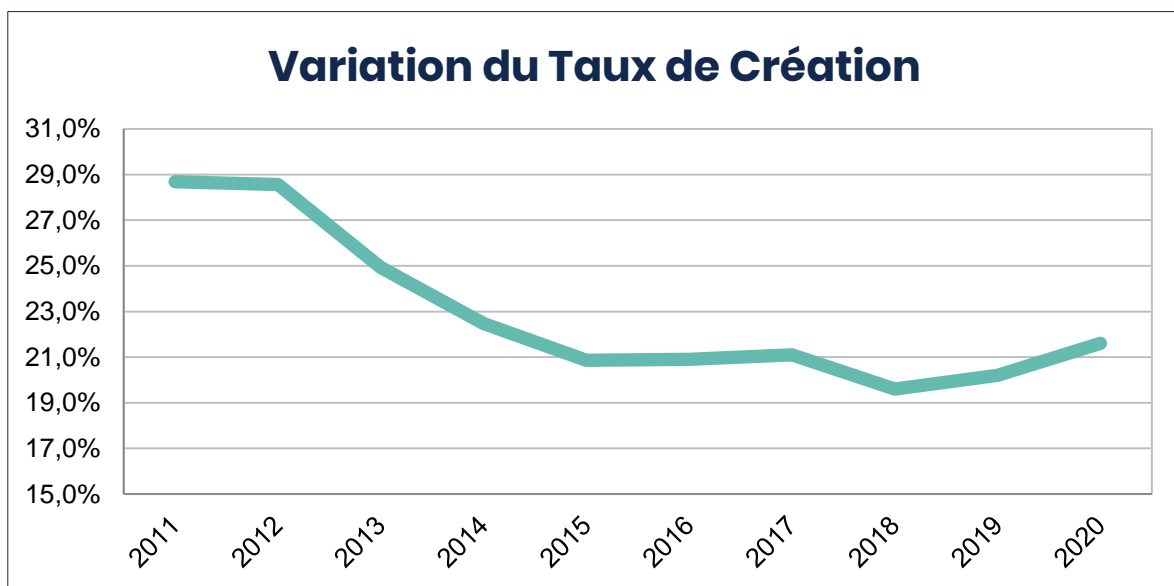


Figure 5: Variation du Taux de Création

Le caractère exceptionnel des circonstances de l'année 2020 laisse penser que le niveau de cette année ne pourra pas être facilement maintenu. Le Taux de Création devrait donc revenir vers 20 %, avec deux scénarios possibles :

- **un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuit en assurant le maintien de la dynamique de créations ;**

- **un scénario pessimiste, si la crise économique vient réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.**

Toutes les créations de .FR ne sont pas le fait d'entreprises en création, mais si le climat d'ensemble est morose, les conséquences négatives sur les créations se feront vraisemblablement sentir en limitant les initiatives de développement de structures déjà établies et ayant intérêt à étendre leur dispositif de présence internet.

5.2. Un taux de maintenance en hausse

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l'année au stock de fin d'année, et en rapportant ce solde au stock en début d'année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d'année, qui n'ont pas été supprimés en fin d'année.

Nous avons observé que ce taux de maintenance était en progression en 2020 du fait de la baisse du nombre de suppressions combinée à l'augmentation du stock.

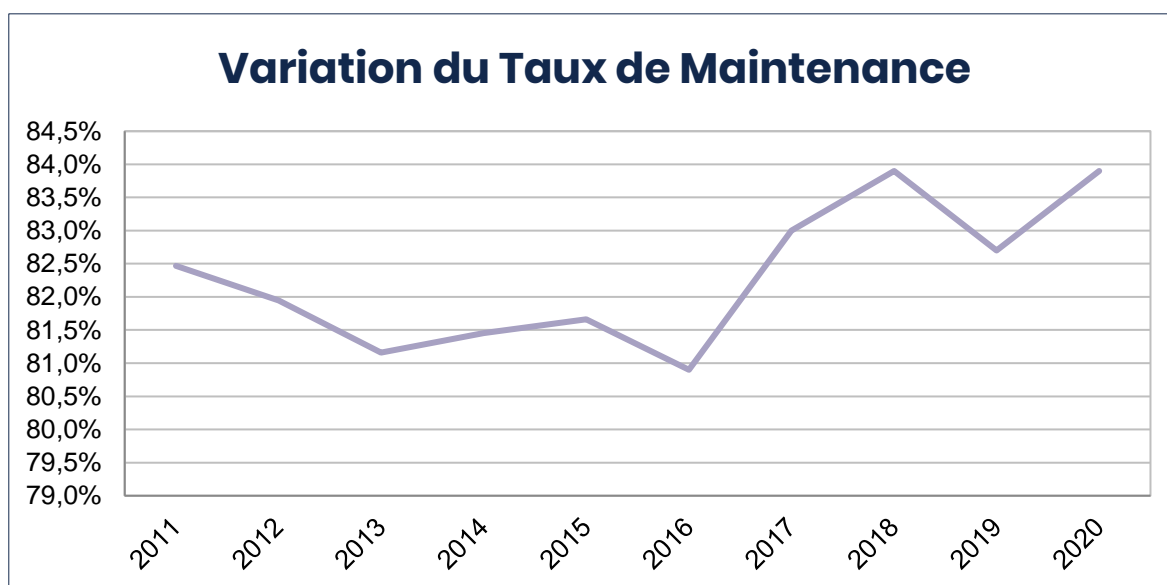


Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

La figure 6 met en évidence que ce taux est resté dans la fourchette 81 % - 82 % jusqu'en 2016, avant d'atteindre en 2018 - 2020 des niveaux situés entre 82,8 % et 84 %. L'évolution de 2017 est directement liée à la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par

plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui a fait gagner en moyenne 2 points de taux de maintenance au .FR, soit environ 60 000 noms sur un stock de 3 millions.

La baisse de 2019 fut causée par la suppression du portefeuille d'un domainier non éligible à la charte du .FR mais aussi, probablement, par un rattrapage de suppressions qui n'avaient pas pu être effectuées du fait du renouvellement automatique, les titulaires ayant été « surpris » en 2017/2018. Ce phénomène s'est estompé en 2020, conjugué à la transformation numérique contribuant à augmenter la perception de valeur des noms de domaine en tant qu'éléments stratégiques d'une démarche de présence sur internet.

5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication

La Figure 7 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/20. Les noms créés en 2020 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2019 une ancienneté de 1 an, etc.

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant toujours 20 % environ du stock (ceci correspondant au Taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms créés en 2019 et 2020 (34 %), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (34 %) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus (32 %).

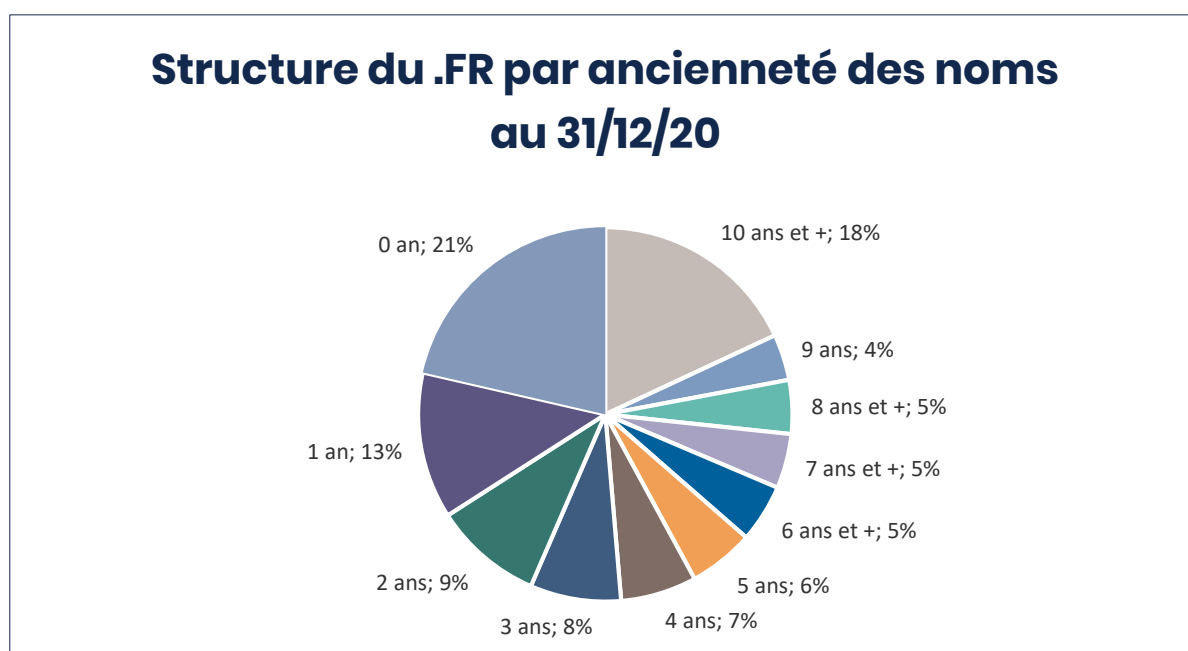


Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2020

La structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Fig. 8).

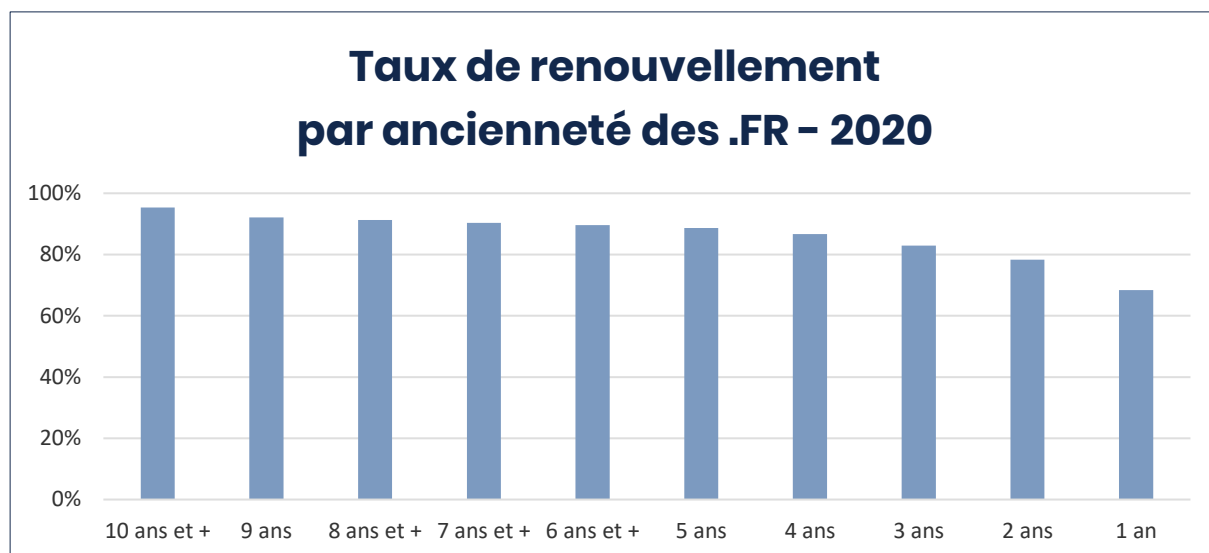


Figure 8 : Taux de Renouvellement par ancienneté des .FR en 2020

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) est proche des 70 % et progresse par la suite à 80 % et plus. Un nom de domaine conservé plusieurs années de suite à une probabilité de plus en plus importante d'être conservé dans l'avenir : à partir d'une ancienneté de 5 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Ce taux n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Toutefois, l'augmentation régulière de la proportion des noms ayant cette ancienneté de 5 ans et plus contribue à expliquer la hausse structurelle du taux de maintenance global du .FR.

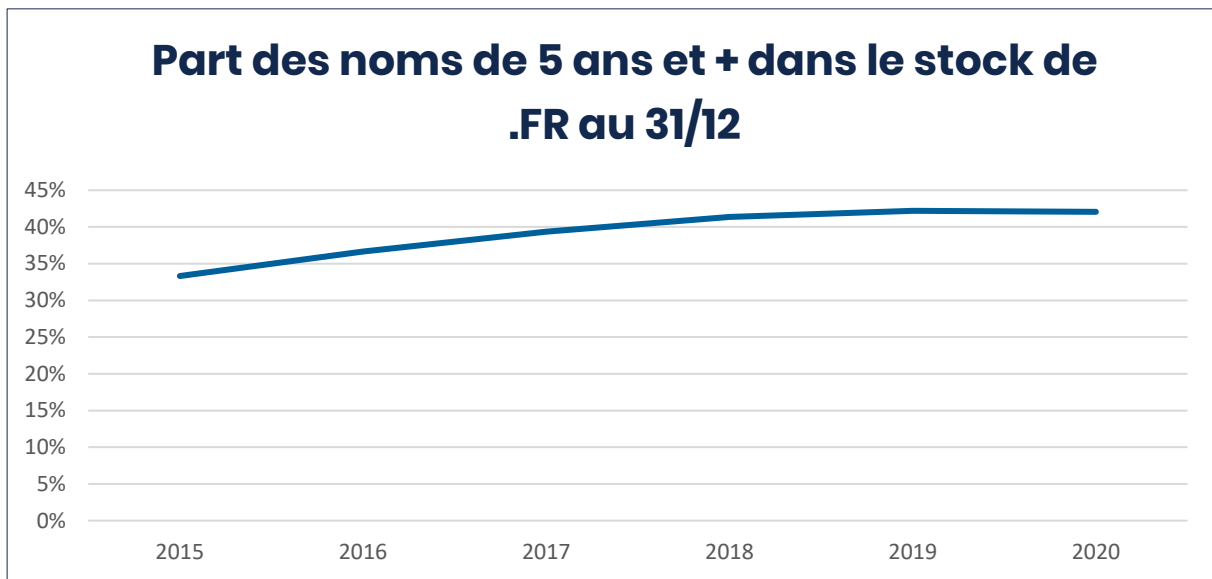


Figure 9 : Part des noms de 5 ans et + dans le stock de .FR au 31/12/2020

Le Taux de maintenance particulièrement faible en année 1 montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation particulièrement efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée.

Deux facteurs pourraient cependant orienter le Taux de maintenance à la baisse en 2021 :

- **d'une part, la volatilité des noms est toujours plus forte au moment de leur première échéance de renouvellement ; or la proportion de noms concernés est légèrement plus forte en 2021 que les années précédentes, à cause du niveau élevé de créations de 2020 ;**
- **d'autre part, la conjoncture économique peut entraîner un nombre de défaillances d'entreprises plus élevé qu'à l'ordinaire, et par conséquent des niveaux d'abandons ou de suppressions de .FR plus importants qu'au cours de ces dernières années.**

5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 10 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d'ouvertures (2004, 2006, 2011).

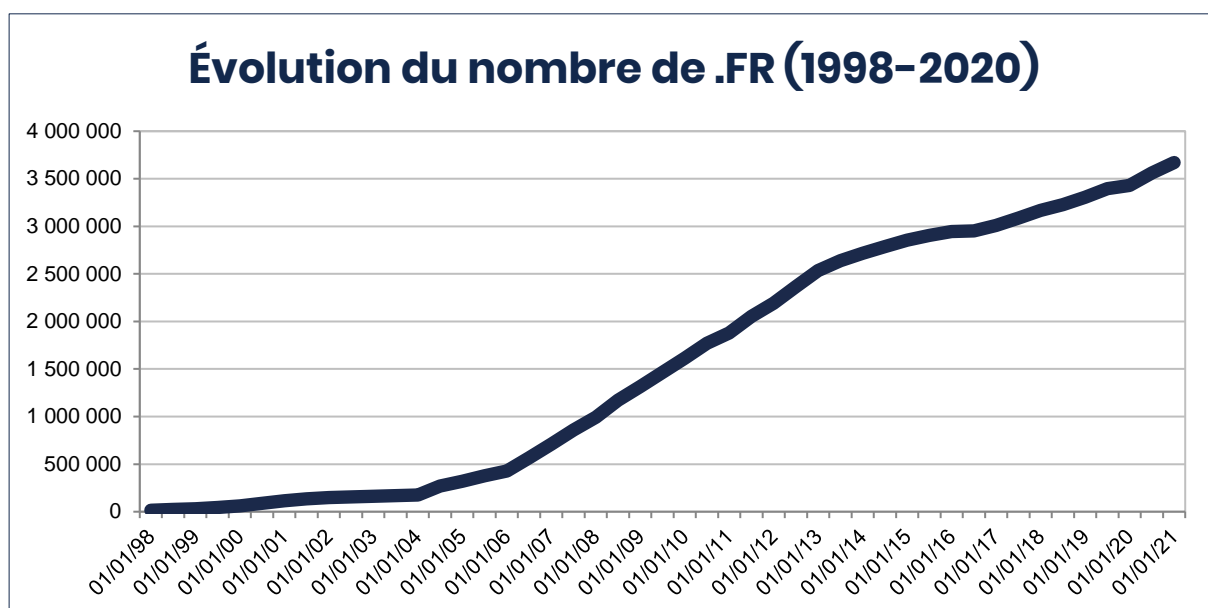


Figure 10: Évolution du nombre de .FR période 1998-2020

On constate que l'assouplissement du « droit au nom », c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance. C'est cependant l'ouverture aux particuliers en 2006 qui a été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011). À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et s'accélère encore en 2020 du fait de l'accélération de la transformation numérique ; les 3.5 millions de .FR sont franchis au 2^e semestre 2020.

6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).

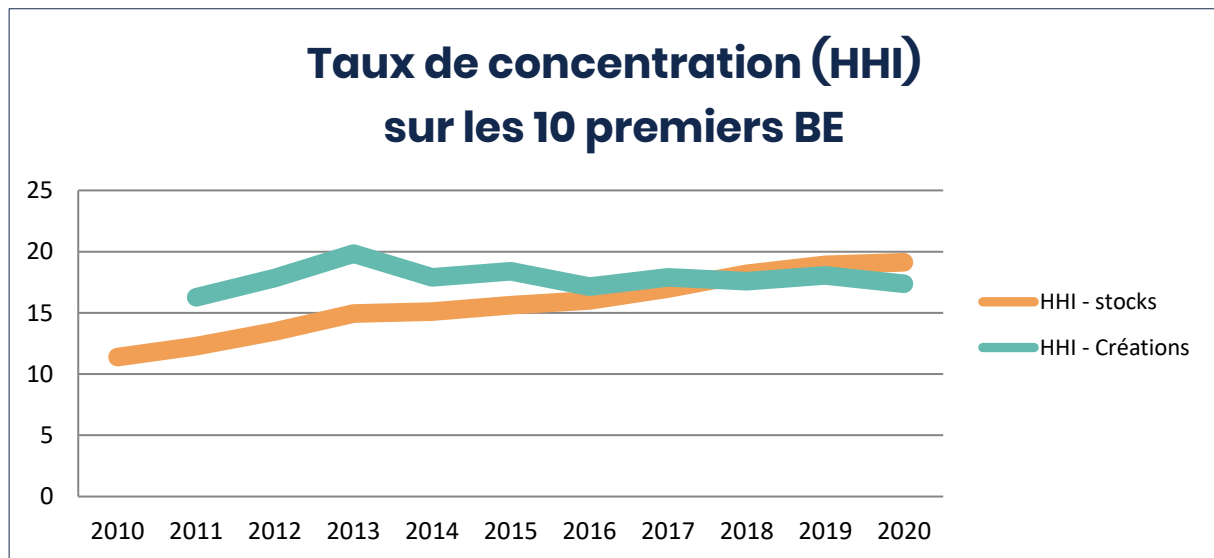


Figure 11 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE

La Figure 11 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2010. La courbe HHI Stock progresse fortement jusqu'en 2013, puis ralentit, avant de repartir en 2017/2019 à la hausse à un rythme presque comparable à celui de 2010-2013. Elle ralentit de nouveau en 2020 tout en continuant à croître.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré au-delà de 20.

En 2018, l'indice de concentration des créations est passé sous l'indice de concentration du stock, ce qui induit une tendance de moyen – long terme à une déconcentration du marché. La situation s'est pérennisée en 2020 et c'est ce qui explique le ralentissement de la concentration en termes de stock. La chute assez nette de l'indice de concentration des créations en 2020 laisse penser que les conditions particulières suscitées par l'accélération de la transformation digitale ont relativement moins profité aux « leaders » qu'à des « challengers » mieux équipés pour saisir les opportunités au vol : notamment ceux qui ont pu s'appuyer sur des partenariats avec des plates-formes de création de sites web.

Sans doute faudra-t-il encore plusieurs années pour que l'indice de concentration du stock s'infléchisse réellement à la baisse. Nous ne devons en effet pas négliger la force d'inertie

considérable représentée par les noms conservés. Ces stocks sont assez peu volatiles, la proportion de noms changeant de bureaux d'enregistrement restant marginale ainsi que le montre la Figure 12.

Cette proportion n'a jamais dépassé les 2,5 % entre 2014 et 2019, établissant un « record » peut-être ponctuel en 2020 à 3,5 %. Cette année-là, 8 bureaux d'enregistrements ont réalisé des transferts sortants de plus de 1 000 noms au profit de 8 autres bureaux d'enregistrement, pour un total de 39 228 noms, certaines de ces opérations relevant de la « rationalisation » de portefeuilles au sein d'un même groupe.

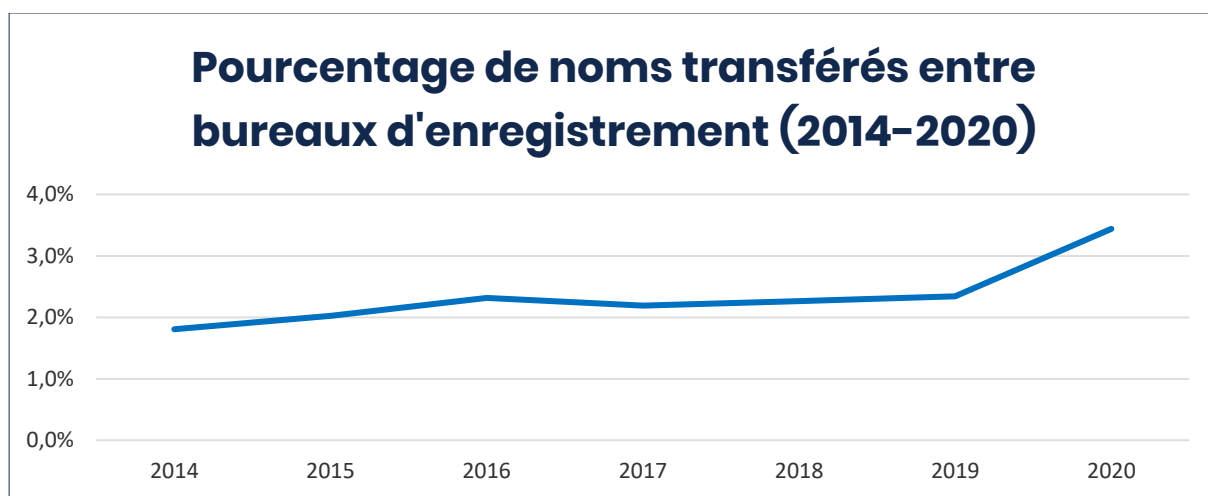


Figure 12 : Pourcentage de noms transférés entre BE période 2014-2020

Les portefeuilles sont donc très stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus. L'augmentation continue de ce Taux de Transfert depuis 2017, accélérée en 2020, pourrait cependant être le signe d'une tension concurrentielle de plus en plus sensible entre les bureaux d'enregistrements actifs sous .FR, et un indice avant-coureur d'une modification radicale de la physionomie du marché dans la décennie à venir.

En effet, les nouveaux clients ont jusqu'à présent été acquis par le biais des créations, les bureaux s'efforçant de capter les futurs titulaires en leur proposant des tarifs avantageux. Dans un marché plus concurrentiel, marqué par un ralentissement constant de la croissance (hors phénomènes exceptionnels), les acteurs devront mécaniquement s'intéresser aux clients des autres, ce qui fera s'envoler les coûts d'acquisition client et conduira à vendre les noms plus cher, d'une manière apparente (noms de domaine seuls) ou cachée (au sein de « packages »). Jusqu'à présent considérée comme une « donnée d'entrée » indiscutable, la « loyauté » des titulaires à l'égard non pas du .FR, mais de leurs bureaux d'enregistrement, pourrait être testée à un horizon de moyen-terme.

La figure 13 ci-dessous décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (Concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser tout en « freinant » progressivement (+ 3,1 points en 2017, + 0,9 en 2018, + 0,4 en 2019) avant de diminuer en 2020 (- 0,4). Ces données confirment l'idée que les grands leaders n'ont pas été ceux qui ont le plus profité, en termes relatifs, des effets de l'accélération de la transformation numérique.

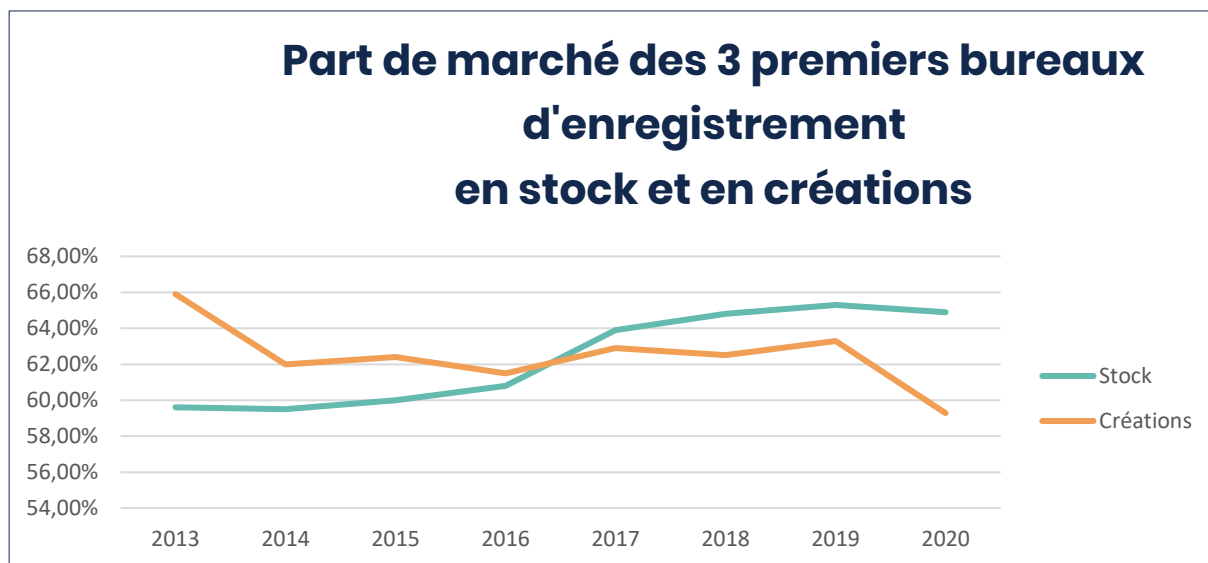


Figure 13 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations

Il n'en reste pas moins que le poids de ces trois acteurs – les deux tiers du .FR à eux seuls – est aujourd'hui considérable dans l'activité du .FR en regard du nombre de bureaux d'enregistrement actifs sur cette extension.

L'étude des flux de transferts entre ces trois premiers bureaux d'enregistrement et les autres montrent d'ailleurs qu'il existe une asymétrie dans les flux.

Flux de transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement et les autres

2020	Transferts entrants			
Transferts sortants	3 premiers	Autres	Total	%
3 premiers	12 769	15 223	27 992	25%
Autres	21 535	64 148	85 683	75%
Total	34 304	79 371	113 675	
%	30%	70%		

Tableau 3 : Transferts

En 2020, sur 113 675 transferts entre bureaux d'enregistrement, 34 304 (30 %) étaient réalisés au profit des trois leaders, tandis que ces mêmes leaders ne perdaient que 27 992 (25 %) noms au profit des autres bureaux d'enregistrement. Les flux d'échanges entre ces trois leaders ne représentaient que 12 769 noms (11 %) alors que les flux entre les autres bureaux pesaient 56 % du total.

Ainsi, les flux de transferts s'exercent au profit des leaders, mais de manière moins concentrée que le niveau global du marché (30 % contre 65 %). On peut voir dans cette dissonance l'effet des modèles économiques troublant le jeu de la « concurrence pure et parfaite » chère aux économistes.

Tous les bureaux d'enregistrement ne proposent pas le même type de services aux clients qu'ils ciblent, et pas aux mêmes tarifs. La concurrence au niveau des transferts se joue entre bureaux d'enregistrement partageant un même modèle économique, et proposant des offres similaires à des prix assez proches. Un client grand compte a ainsi peu de chances de passer chez un bureau d'enregistrement ciblant le grand public et les TPE/PME, de même qu'un particulier ou une TPE seront vraisemblablement peu attirés par des tarifs élevés incluant des prestations dont ils n'auront pas besoin.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 4 montre que les régions françaises ont inégalement bénéficié des effets de l'accélération de la transformation numérique. La Bretagne arrive en tête du classement avec une croissance de +9,8 %, suivie de près par les Ultra-marins (+9,6 %), la Normandie (+8,2 %) et la Nouvelle-Aquitaine (+8,0 %). Bien que « leader » incontestée en termes de parts de marché (30 %), l'Île de France arrive bonne dernière avec une croissance de « seulement » 5,5 %.

Ces données montrent que les dynamiques de « rattrapage » déjà observées les années précédentes ont été renforcées par le contexte du COVID. Il est possible de formuler l'hypothèse que les entreprises de la région parisienne, déjà fortement équipées, ont moins ressenti le besoin de « migrer sur internet » que celles de régions dont les entreprises s'étaient moins investies jusqu'à présent en termes de présence digitale.

Répartition par régions des titulaires (en milliers)

Région	2020	Var. 2020	PdM 2020
Grand-Est (Alsace Champagne-Ardennes Lorraine)	200	6,4%	5%
Nouvelle Aquitaine (Aquitaine Limousin Poitou-Charentes)	252	8,0%	7%
Auvergne Rhône-Alpes	435	6,1%	12%
Bourgogne Franche-Comté	90	7,4%	2%
Bretagne	128	9,8%	3%
Centre Val de Loire	84	7,6%	2%
Corse	11	7,0%	0%
Ile de France	1 098	5,5%	30%
Occitanie (Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)	282	7,5%	8%
Hauts de France (Nord-Pas-de-Calais Picardie)	184	6,8%	5%
Normandie	101	8,2%	3%
Pays de la Loire	167	6,8%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	277	6,4%	8%
Ultra-marins	35	9,6%	1%

Tableau 4: Répartition des .FR par région des titulaires

Mais une partie de la croissance du .FR a aussi été obtenue grâce aux titulaires situés à l'étranger.

8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec comme on l'a vu un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 8,6 % en 2017.

L'année 2018 fut la première à voir cette proportion décliner (- 0,2 point), mais la tendance est revenue à la hausse dès 2019 et s'est poursuivie en 2020, à 8,7 %. La croissance du nombre de noms déposés par des étrangers a ainsi été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 11,2 % contre + 7,0 %.

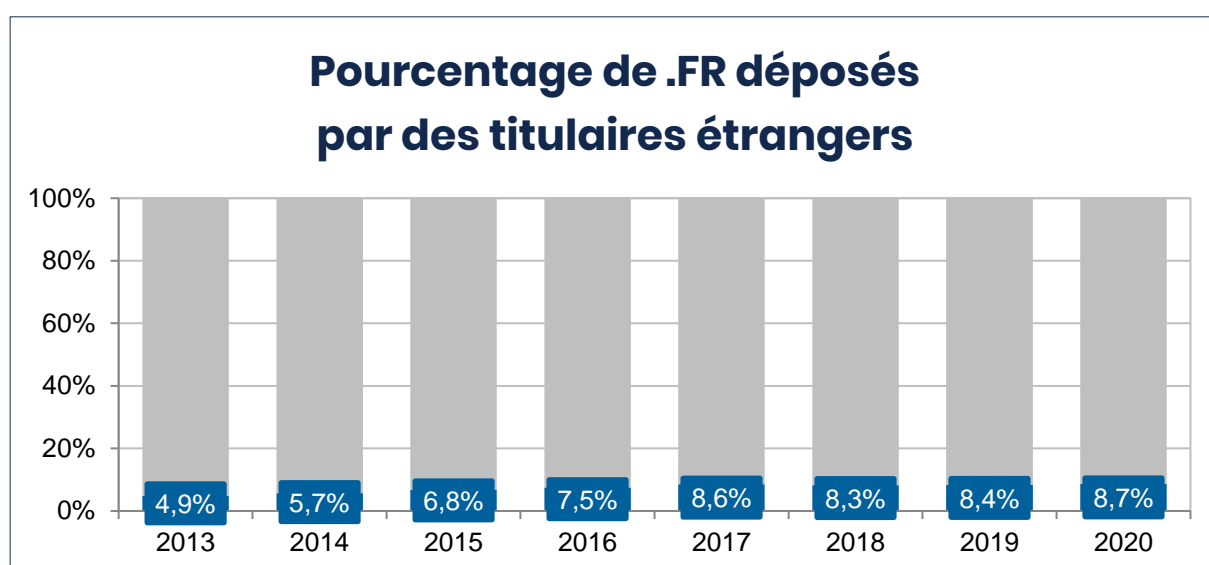
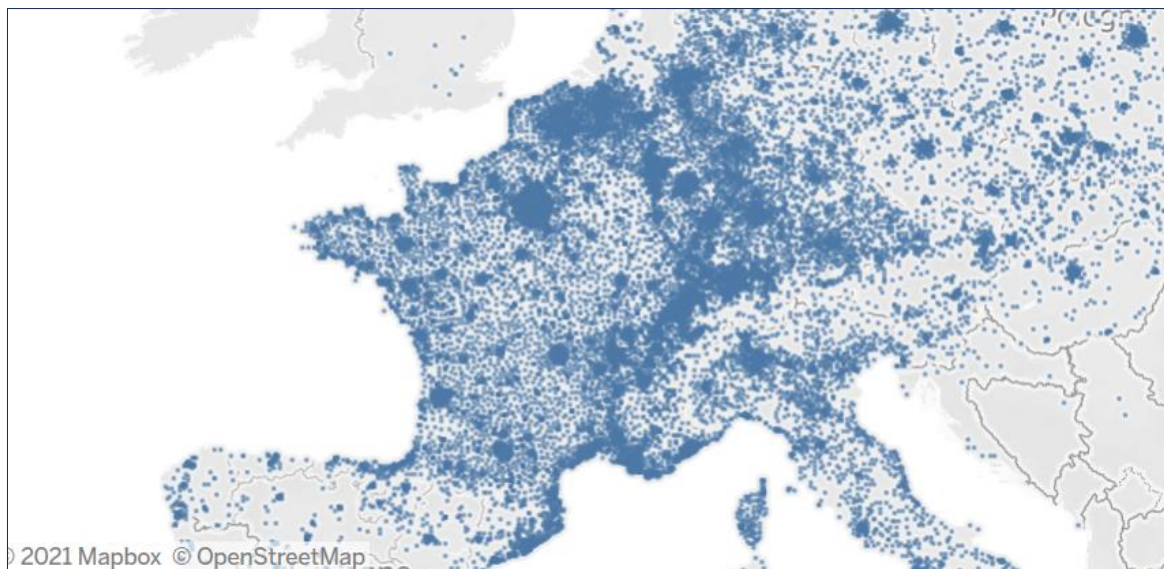


Figure 14 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés en Allemagne (71 000 .FR comme en 2019), aux Pays-bas (52 000 contre 46 000), en Grande-Bretagne (34 000 contre 32 000), en Belgique (40 000 contre 36 000).



Carte 1 : Cartographie du .FR en fonction des adresses des titulaires

Les créations émanant de titulaires situés dans l'Union européenne ont connu une reprise en 2020, après deux années de régression, passant de 64 000 en 2019 à 79 000 en 2020. Le taux de création de ce segment particulier est nettement plus élevé que celui du .FR dans son ensemble (25 % contre 21 %) tandis que le taux de maintenance est légèrement plus faible (83,2 % contre 83,9 %, mais en progression de presque 3 points par rapport à 2019).

9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 13,0 % en 2017, soit un triplement en volume, de 103 000 noms à 424 000 noms. Mais la situation s'est dégradée depuis et la tendance s'est poursuivie en 2020 en pourcentages (- 0,4 point) bien que le nombre de .FR signés en DNSSEC ait progressé en valeur absolue, passant de 408 471 en 2019 à 422 621 en 2020.

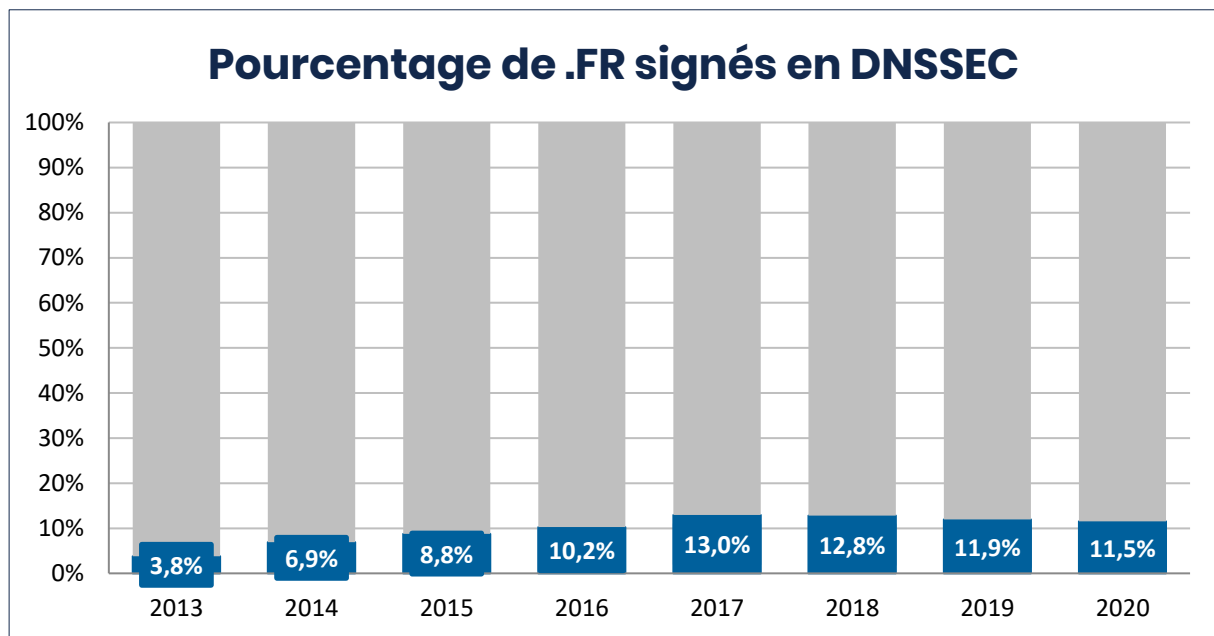


Figure 15 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

La difficulté des promoteurs de DNSSEC à se faire entendre est préoccupante à l'heure où les problématiques de sécurité du DNS et des noms de domaine ne cessent de faire la une des organes spécialisés. Elle démontre plusieurs choses : l'adoption insuffisante de DNSSEC en France, la faible motivation des bureaux d'enregistrement à proposer ce service s'ils ne bénéficient pas de soutiens extérieurs, et le risque voir réduits à néant les efforts consentis depuis plusieurs années pour mieux sécuriser l'internet français par ce moyen.

L'apparition d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères, qu'il distribuera ensuite à ses clients) vient renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD.

10. Noms en caractères accentués sous .FR

La proportion de noms en .FR au format IDN, c'est-à-dire contenant des caractères accentués, reste faible avec ses 0,7 %. Mais elle paraît s'être stabilisée en 2020, avec une croissance de 8,2 % du nombre de .FR en format IDN (26 605 contre 24 580).

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). Cependant l'absence d'usages probants explique bien la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

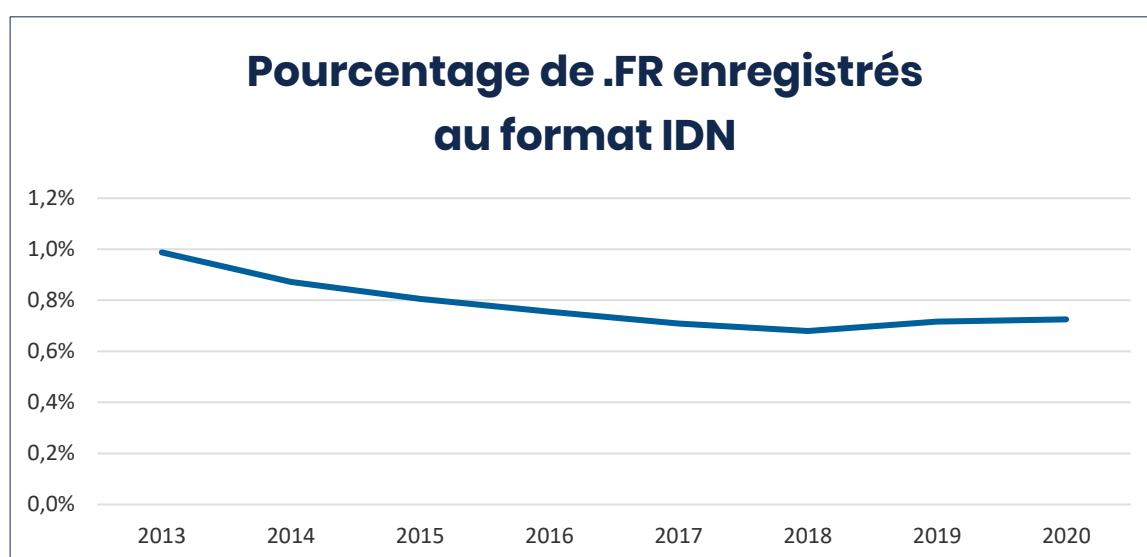


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis plus de cinq ans, la proportion de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an décline régulièrement depuis 2018.

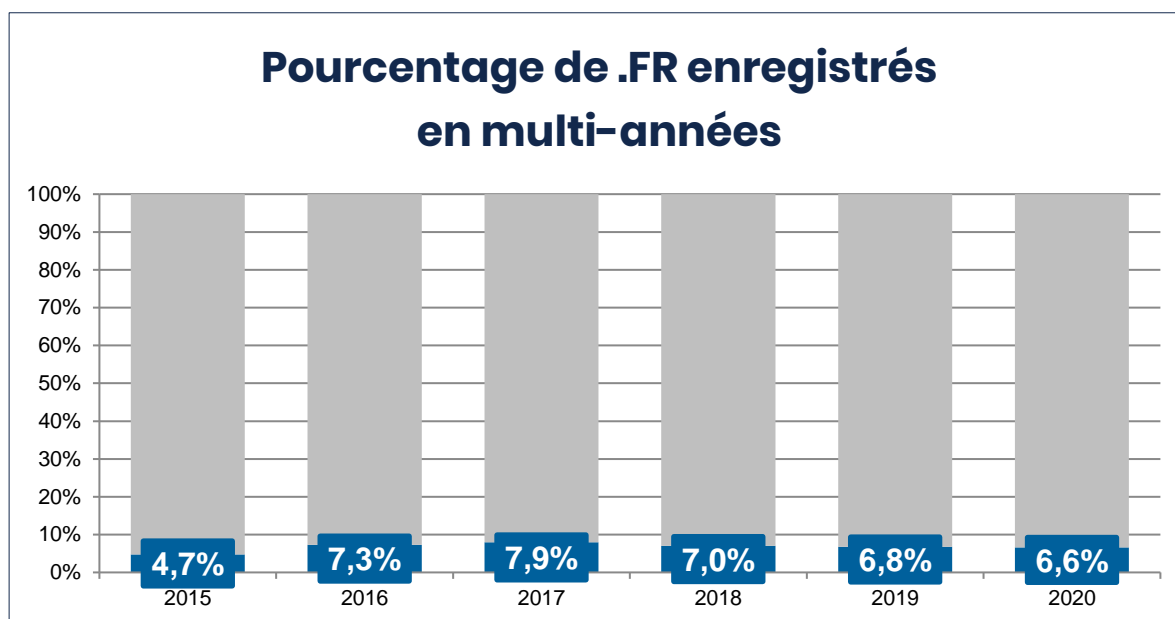


Figure 17: Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

Il y avait 243 000 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1^{er} janvier 2021, soit une augmentation de 9 000 noms en valeur absolue et de 3,8 % en pourcentage, mais une baisse de 0,2 point en valeur relative.

La structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre que l'essentiel des multi-années est à une échéance de 2 ou 3 ans (85 %), les autres échéances allant décroissant. Cette structure est stable dans le temps.

Ventilation des multi-années par année d'échéance

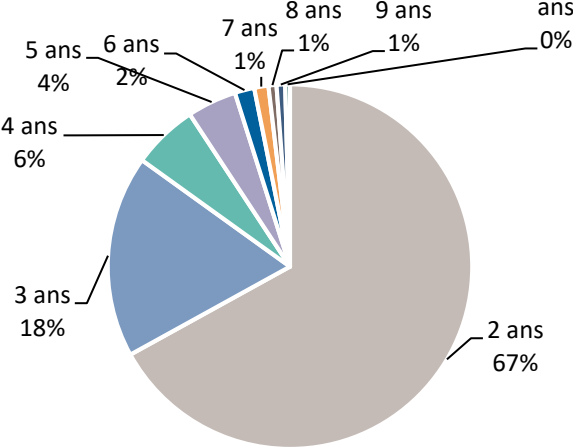


Figure 18 : Ventilation des multi-années par année d'échéance

12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- **par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;**
- **par des entreprises en création ;**
- **par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;**
- **par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.**

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les nouveaux ou futurs entrepreneurs ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 19 ci-dessous montre qu'il existe très certainement un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E. I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ». Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013-2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019-2020 où les créations ont évolué à la hausse.

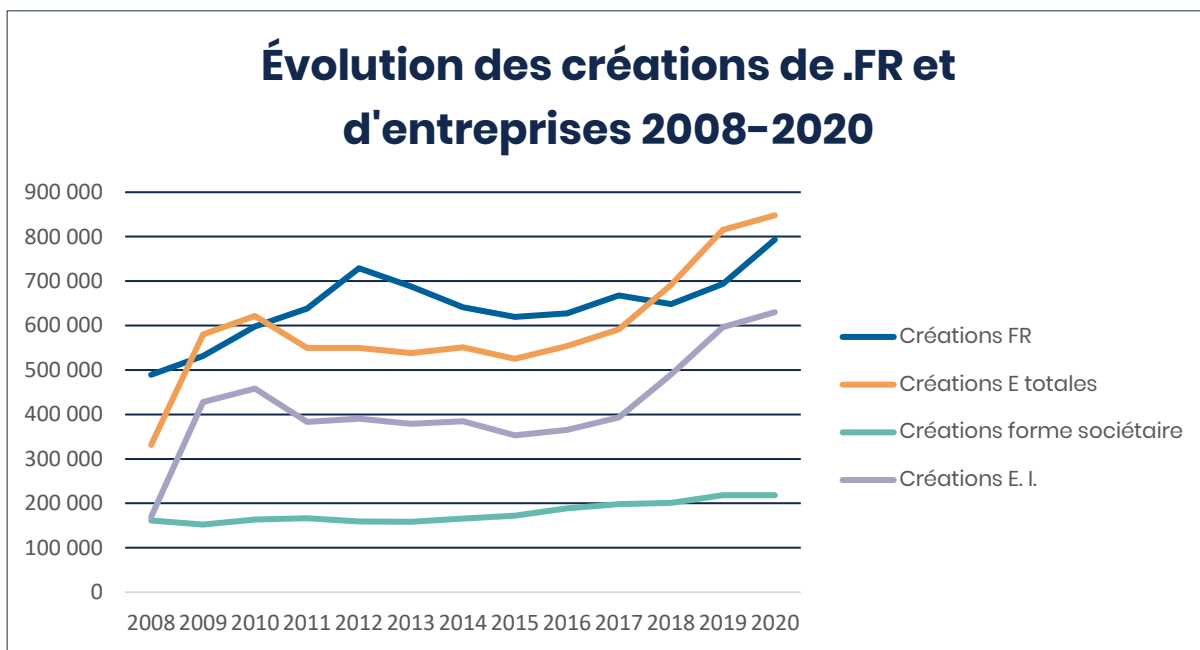


Figure 19 : Créations de .FR et d'entreprises

Ce lien peut être mesuré en calculant le taux de corrélation linéaire sur plusieurs années (Figure 20).

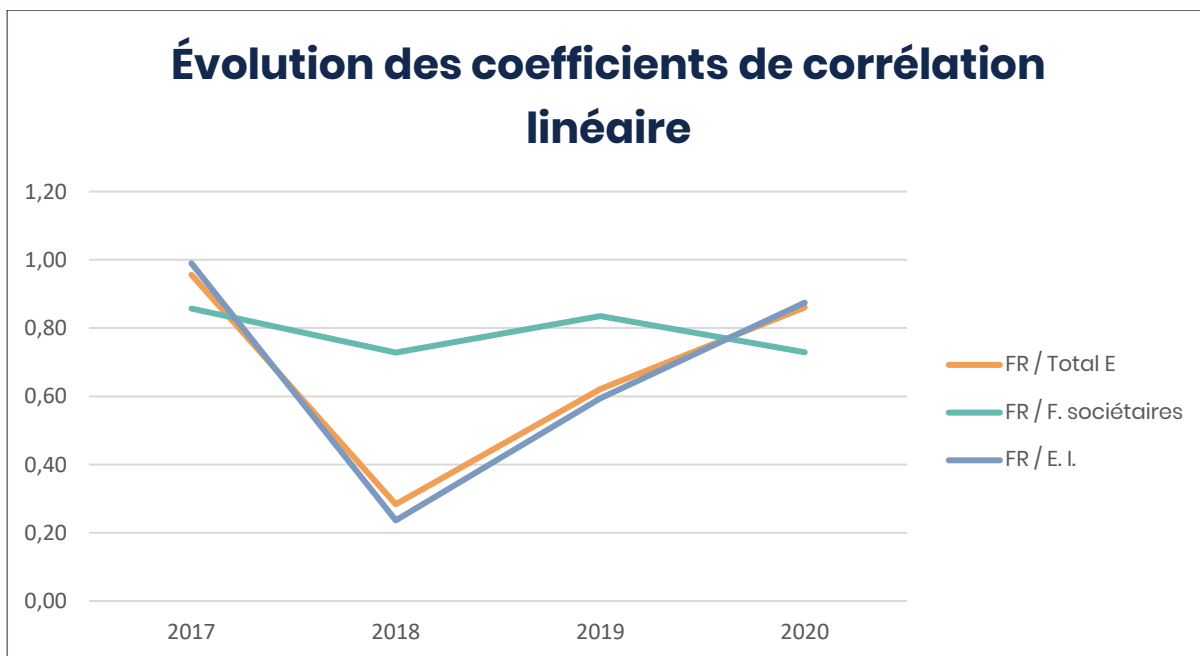


Figure 20 : Taux de corrélation linéaire créations .FR et d'entreprises période 2017-2020

Le coefficient a été supérieur à 0,9 en 2017 et supérieur à 0,8 en 2020, s'établissant à 0,3 en 2018 et 0,6 en 2019. Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2019 – 2020 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter un .FR pour leur présence numérique.

13. Perspectives 2021 du .FR

L'activité du .FR en 2021 sera conditionnée par deux facteurs:

- **d'une part, l'accélération de la transformation numérique, initiée au moment des périodes de confinement mais dont les acquis semblent devoir se pérenniser dans le temps, comme si un seuil de non-retour avait été franchi dans les pratiques des entreprises françaises ;**
- **d'autre part, le contexte économique qui peut jouer en faveur de cette transformation numérique tout en induisant des défaillances d'entreprises et un ralentissement des investissements et des nouveaux projets.**

Le niveau des créations enregistré en 2020 avait un caractère exceptionnel qu'il sera vraisemblablement difficile de reproduire. On doit même s'attendre à une baisse, dans la mesure où l'effet « d'accélération » ira diminuant à mesure que les entreprises se seront dotées de leur dispositif de présence sur internet, tandis que le ralentissement de l'économie pèsera sur les nouveaux dépôts.

Les renouvellements devraient connaître le même genre de phénomènes. D'un côté, la perception de valeur des noms de domaine a progressé en 2020 et devrait inciter les titulaires à conserver leurs noms encore plus que dans le passé, et ceci d'autant plus que les noms créés en 2020 l'ont majoritairement été dans le cadre de projets concrets. De l'autre, les défaillances d'entreprises induiront des suppressions ou des abandons et l'on doit rester prudent quant à l'ampleur des dégâts qu'auront causés à moyen – long terme le COVID et les périodes de confinement.

La croissance du .FR ne devrait donc pas être spectaculaire en 2021, un scénario « raisonnable » penchant vers une certaine stabilité.

Les points importants à retenir de cette année 2020 sont que les .FR ont été enregistrés dans un cadre de projets et donc d'usages réels ; et que cette extension a été plus privilégiée que ses concurrents, voyant sa part de marché s'apprécier au cours des derniers mois.

Dans ce contexte, les efforts de l'Afnic en direction des TPE/PME, menés depuis plusieurs années comme « Réussir avec le web », ont pris tout leur sens et ont été encore renforcés avec l'initiative « Je passe au numérique » destinée à accompagner les artisans et les petits commerçants dans leur démarche de présence en ligne.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.